

The Arab springtime

Lines added in this para (page 11) : lines *ital*

Libya is neither Tunisia nor Egypt. The ruling group (Khaddafi) and the forces fighting it are in no way analogous to their Tunisian and Egyptian counterparts. Khaddafi has never been anything but a buffoon, the emptiness of whose thought was reflected in his notorious 'Green Book.' Operating in a still-archaic society Khaddafi could indulge himself in successive 'nationalist and socialist' speeches with little bearing on reality, and the next day proclaim himself a 'liberal.' He did so to 'please the West!' as though the choice for liberalism would have no social effects. But it had and, as is commonplace, it worsened living conditions for the majority of Libyans. Those conditions then gave rise to the well-known explosion, of which the country's regionalists and political Islamists took immediate advantage. For Libya has never truly existed as a nation. It is a geographical region separating the Arab West from the Arab East (the Maghreb from the Mashreq). The boundary between the two goes right through the middle of Libya. Cyrenaica was historically Greek and Hellenistic, then it became Mashreqian. Tripolitania, for its part, was Roman and became Maghrebian. Because of this, regionalism has always been strong in the country. Nobody knows who the members of the National Transition Council in Benghazi really are. There may be democrats among them, but there are certainly Islamists, some among the worst of the breed, as well as regionalists. *The president of the National Council for the transition is Mustafa Muhammad Abdeljelil, the judge who condemned the Bulgarian nurses to death, was rewarded by Kadhafi, and named Minister of Justice from 2007 to February 2011. For that reason the prime minister of Bulgaria, Boikov, refused to recognize the Council, but his argument was not given any follow up by the US and Europe.* From its outset 'the movement' took in Libya the form of an armed revolt fighting the army rather than a wave of civilian demonstrations. And right away that armed revolt called NATO to its aid. Thus a chance for military intervention was offered to the imperialist powers. Their aim is surely neither 'protecting civilians' nor 'democracy' but control over oilfields and acquisition of a major military base in the country. Of course, ever since Khaddafi embraced liberalism the Western oil companies had control over Libyan oil. But with Khaddafi nobody could be sure of anything. Suppose he were to switch sides tomorrow and start to play ball with the Indians and the Chinese? But there is something else more important. In 1969 Khaddafi had demanded that the British and Americans leave the bases they had kept in the country since World War II. Currently the United States needs to find a place in Africa for its Africom (the US military command for Africa, an important part of its alignment for military control over the world but which still has to be based in Stuttgart!). The African Union refusing to accept it, until now no African country has dared to do so. A lackey emplaced at Tripoli (or Benghazi) would surely comply with all the demands of Washington and its NATO lieutenants.

Le printemps arabe

Lignes ajoutées à ce para (page 13) : add en *ital*

La Libye n'est ni la Tunisie, ni l'Égypte. Le bloc au pouvoir (Khadafi) et les forces qui se battent contre lui n'ont rien d'analogues avec ce qu'ils sont en Tunisie et en Égypte. Khadafi n'a jamais été qu'un polichinelle dont le vide de la pensée trouve son reflet dans son fameux « Livre vert ». Opérant dans une société encore archaïque, Khadafi pouvait se permettre de tenir des discours successifs - sans grande portée réelle - « nationalistes et socialistes » puis se rallier le lendemain au « libéralisme ». Il l'a fait « pour faire plaisir aux Occidentaux » !,

comme si le choix du libéralisme n'aurait pas d'effets dans la société. Or, il en a eu, et, très banalement, aggravé les difficultés sociales pour la majorité. Les conditions étaient alors créées qui ont donné l'explosion qu'on connaît, immédiatement mise à profit par l'Islam politique du pays et les régionalismes. Car la Libye n'a jamais vraiment existé comme nation. C'est une région géographique qui sépare le Maghreb et le Mashreq. La frontière entre les deux passe précisément au milieu de la Libye. La Cyrénaïque est historiquement grecque et hellénistique, puis est devenue mashrégine. La Tripolitaine, elle, a été latine et est devenue maghrébine. De ce fait, il y a toujours eu une base pour des régionalismes dans le pays. On ne sait pas réellement qui sont les membres du Conseil national de transition de Benghazi. *Le président du Conseil National de Transition n'est autre que Moustapha Mohammed Abdeljalil, le président de la Cour d'Appel de Libye qui confirma la condamnation à mort des cinq infirmières bulgares. Il fut récompensé et nommé ministre de la Justice en 2007, poste qu'il conserva jusqu'en février 2011. Le Premier Ministre bulgare, Boikov, a refusé pour cette raison de reconnaître le CNT. Les États-Unis et les pays européens n'ont pas donné suite à l'argument.* Il y a peut-être des démocrates parmi eux, mais il y a certainement des islamistes, et les pires d'entre eux, et des régionalistes. Dès l'origine « le mouvement » a pris en Lybie la forme d'une révolte armée, faisant feu sur l'armée, et non celle d'une vague de manifestations civiles. Cette révolte armée a par ailleurs appelé immédiatement l'Otan à son secours. L'occasion était alors donnée pour une intervention militaire des puissances impérialistes. L'objectif poursuivi n'est certainement ni la « protection des civils », ni la « démocratie », mais le contrôle du pétrole et l'acquisition d'une base militaire majeure dans le pays. Certes, les compagnies occidentales contrôlaient déjà le pétrole libyen, depuis le ralliement de Khadafi au « libéralisme ». Mais avec Khadafi on n'est jamais sûr de rien. Et s'il retournait sa veste et introduisait demain dans son jeu les Chinois ou les Indiens ? Mais il y a plus grave. Khadafi avait dès 1969 exigé l'évacuation des bases britanniques et états-uniennes mises en place au lendemain de la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, les États-Unis ont besoin de transférer l'*Africom* (le commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique, une pièce importante du dispositif du contrôle militaire de la planète, toujours localisé à Stuttgart !) en Afrique. Or l'Union Africaine refuse de l'accepter et jusqu'à ce jour aucun État africain n'a osé le faire. Un laquais mis en place à Tripoli (ou à Benghazi) souscrirait évidemment à toutes les exigences de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN.